



COMMUNE DE MALLEMOISSON  
Département des Alpes-de-Haute-Provence

ARRÊTÉ N°047/2026

**Objet :** ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

**LE MAIRE DE MALLEMOISSON**

**Vu** Le Code Général des collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 et 2213-2 ;

**Vu** Le Code Général des propriétés des personnes publique et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111-1 ;

**Vu** La loi n°89-143 du 22 juin 1989 et le décret N°89-631 du 4 Septembre 1983 relatif au code de la voirie Routière et ses modifications ;

**Vu** L'instruction Ministérielle sur la signalisation routière du 6 Novembre 1992, et ses textes modificatifs ;

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

**Vu** l'état des lieux ;

**Vu** La demande présentée par l'entreprise URBELEC représenté par Monsieur PETEL Madly demeurant TSA 70011, chez Sogelink 69134 DARDILLY CEDEX, l'autorisation d'effectuer des travaux : Implantation support ENEDIS lors d'une consignation au 1065 chemin de Chabrières 04 510 MALLEMOISSON.

**Considérant** qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir des accidents, et afin d'entreprendre des travaux.

ARRÊTE

**Article 1 :** L'entreprise est autorisée à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : implantation support ENEDIS lors d'une consignation.

**Article 2 :** La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 02 jours (calendaires).

L'ouverture de chantier est fixée au 01/06/2026.

**Article 3 :** Il y aura un empiètement sur chaussée dans les deux sens de circulation, à hauteur du 1065 chemin des Chabrières 04 510 MALLEMOISSON à compter du 01/06/2026.

**Article 4 :** Le balisage et la signalisation du chantier seront mise en place, maintenus et retirés par l'entreprise URBELEC qui sera et demeurera seul responsable et tout incident ou accident qui pourrait survenir du fait chantier.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Mallemoisson.

**Article 6 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication ou de publication ou de notification par :

- Recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune de Mallemoisson.
- Recours contentieux devant le tribunal d'administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cedex 2.

En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca- 13235 MARSEILLE cedex 2.

Ce dernier peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7** : Le Maire de la commune de Mallemois, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera adressée :

- A Monsieur de la commune du groupement de gendarmerie des Alpes-de-Haute-Provence.
- A Monsieur le chef du centre de secours.

A Mallemois le 12/05/2026

Le Maire,



Henri COUVÉ